

N° 03-2025

DECISION MUNICIPALE
FIXATION DES TARIFS DE LOCATION DU MATERIEL
DE LA SALLE DES FETES MARC BARON

Gilles VINCENT, maire de la commune de SAINT-MANDRIER-SUR-MER,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-22 et L. 2122-23 ;
- VU la délibération du conseil municipal n° 2020-21 en date du 15 juin 2020 au terme de laquelle le conseil municipal a délégué au maire, pour la durée de son mandat, les pouvoirs lui permettant de régler les affaires énumérées à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;
- VU la décision municipale n° 03-2024 du 8 janvier 2024 ;
- CONSIDERANT la compétence du maire « *de fixer, pour un montant maximum de 2000 €, les tarifs des droits voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal* » ;
- CONSIDERANT qu'il convient d'augmenter les tarifs de location de matériel de la salle Marc Baron, et ce, afin de tenir compte de l'évolution des prix et des nécessités de l'équilibre budgétaire ;

DECIDE

ARTICLE 1 - D'augmenter les tarifs de location de matériel de 2,4 % (arrondi à la première décimale la plus proche).

ARTICLE 2 - De dire que les tarifs applicables sont fixés comme suit :

	PRIX	CAUTION
De 0 à 50 personnes	78,80 €	La caution exigée de tous les locataires de ce matériel sera égale au prix de la location perçu.
De 51 à 100 personnes	124,90 €	
De 101 à 150 personnes	18,40 €	Tout objet manquant sera facturé au prix coûtant et retenu sur la caution.

ARTICLE 3 - La présente décision sera applicable à compter de son caractère exécutoire.

ARTICLE 4 - La présente décision sera transmise à monsieur le préfet du Var, publiée et inscrite au recueil des actes administratifs de commune.

ARTICLE 5 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi par l'application informatique « télérécurse citoyens » par le site internet www.telerecours.fr ou par requête dans les deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 6 - Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Mandrier-sur-Mer, le 19 décembre 2024.

Le Maire,



Gilles VINCENT